



**Ville de Vernon**  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

**Tél : 0800027200**

**Dossier suivi par : FORTIER Eric**

**Email : ctm@vernon27.fr**

**Arrêté n° 0786/2022**

**Interdiction de circulation et de stationnement (TX)-rue de l'Abbé Théroude-du 8 aout au 21 octobre 2022**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,  
**Vu** le règlement de voirie communale,  
**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,  
**Vu** l'arrêté n°755/2021 du 24 septembre 2021 portant délégation de signature à Jean-Luc DELUGAN.

**Considérant** la demande de SPIE CityNetworks OC sise 38, rue du Bois des Coutures à Cléon (76410) tendant à réaliser la plantation d'appui télécom.

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent, Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

**ARRETE**

Article 1 : la circulation sera interdite sauf riverain, secours et interventions urgentes rue de l'Abbé Theroude du lundi 8 aout au vendredi 21 octobre 2022.

Un itinéraire de déviation sera mis en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 2 : le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux frais des propriétaires sera demandée à l'avancement du chantier des deux côtés de la voie du n°14 au 16 rue de l'Abbé Théroude du lundi 8 aout au vendredi 21 octobre 2022.

Article 3 : la signalisation règlementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée du déménagement

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 3 août 2022



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).